

Le temps des réparations... chirurgicales

Dans l'est de la République démocratique du Congo, là où les frontières ont été tant de fois bousculées par les populations déplacées et les incursions des milices armées, le viol empoisonne au quotidien la vie de centaines de femmes. Reportage à l'hôpital Panzi, l'unique service de gynécologie-obstétrique de la province, qui tente de réparer les dégâts.

Il est 7 h 30 à l'hôpital Panzi, à Bukavu, chef-lieu de la province du Sud Kivu, dans l'est du Congo. Le directeur de l'établissement, le docteur Denis Mukwege, conclut la messe quotidienne d'une demi-heure suivie par l'ensemble du personnel avant le début de la journée de travail. Scène banale dans une société structurée par les églises chrétiennes... Ce gynécologue-obstétricien est connu dans la région pour son action en faveur des femmes violées, dont le drame a été médiatisé en Occident par le rapport de l'ONG Human Rights Watch, La guerre dans la guerre, en juin 2002. Depuis, la paix a été signée entre les belligérants, les premières élections générales, libres et démocratiques ont eu lieu et le prochain chef d'Etat congolais sera désigné par le second tour du scrutin présidentiel, prévu en octobre prochain. Pourtant l'activité, à l'hôpital Panzi, ne décroît guère...

Cet établissement a été ouvert en 1999 dans la partie sud de Bukavu sur un terrain offert par une organisation protestante locale, la huitième CEPAC (Communauté des églises de Pentecôte d'Afrique centrale) : « A l'époque, la maternité la plus proche était à 8 km, raconte le docteur Mukwege. Avec les barrages militaires et parfois, les combats, c'était beaucoup trop loin pour les parturientes, certaines mouraient en cours de route. » Il est alors le seul gynécologue en activité au Sud Kivu (il y en aurait deux aujourd'hui !), une région qui compte quatre millions d'habitants. Dès l'ouverture de l'établissement, le médecin est également confronté à « un nouveau phénomène » : « des lésions provoquées par des tirs à bout portant ou l'introduction dans le vagin d'objets tels que des morceaux de bois ». Souvent réalisés de manière collective, en présence des familles, ces viols doublés de blessures « visent à faire fuir les habitants des villages et à détruire le tissu social et familial ». Selon le médecin : « Ils sont une arme de guerre. »

> 70 % de victimes de violences sexuelles. A sa création, l'établissement a accueilli 43 femmes violées, puis une centaine en 2001, environ 2 000 trois ans plus tard et 2 692 l'an dernier (sur 3 590 patients au total). Parallèlement, la capacité du service de gynécologie-obstétrique est passée de 120 à 344 lits. Sur une moyenne de 350 patients hospitalisés, 250, soit plus de 70 %, ont été victimes de violences sexuelles. Près de 140 personnes – médecins, infirmières, assistantes sociales et psychologues – sont employées dans ce seul service.



Les nouvelles arrivantes se voient proposer des tests de dépistage du VIH, de la syphilis et des infections génitales et urinaires. Contre toute attente, la prévalence du VIH demeure limitée : 5,26 % des patientes (contre 6 % dans la région voisine du Nord Kivu et 4 % au niveau national). La prise en charge est gratuite grâce au partenariat avec des organisations humanitaires et internationales, telles que la mission pentecôtiste suédoise (PMU) ou le département d'aide humanitaire de l'Union européenne (ECHO). Une crèche accueille par ailleurs une centaine d'enfants nés de femmes violées hospitalisées. Les autres services de l'hôpital Panzi sont confrontés aux pathologies courantes dans l'Afrique des Grands Lacs : paludisme, fièvre typhoïde, infections pulmonaires...

Avec le rétablissement de la sécurité sur une majeure partie du territoire depuis l'arrivée, fin 2004, de la brigade du Sud Kivu de la Monuc (Mission des Nations unies au Congo), les violences ont reculé. Mais des femmes violées continuent d'affluer à l'hôpital, soit qu'elles aient longtemps erré dans la brousse, soit qu'elles ignoraient l'existence d'un service hospitalier à leur intention : « 80 % des femmes qui arrivent à Panzi ont été blessées il y a plus de six mois », précise le docteur Mukwege. Sans oublier celles qui ont subi des violences dans le cadre familial... Lorsqu'elles ont été séquestrées par des bandes armées, les femmes souffrent en outre, bien souvent, de tuberculose, de malnutrition et parfois, de psychoses graves.

Attirées par la réputation de Panzi, arrivent aussi, en nombre croissant, des femmes souffrant de...

actus





→ La répression se heurte à l'impunité

« Arme de guerre » des bandes armées burundaises, rwandaises et maï-maï au Congo, le viol fait aussi l'objet de plaintes impliquant des militaires congolais et – de plus en plus – des civils de l'entourage des victimes (voisinage ou famille). En juin 2006, une loi de répression des violences sexuelles, adoptée par le Parlement de transition (mais pas encore promulguée), a pris en compte, pour la première fois, les viols de garçons – qui relevaient jusqu'ici de l'attentat à la pudeur. En tout, 15 000 viols auraient été recensés au Sud Kivu. Outre la lourdeur des procédures et la légèreté des peines prononcées, l'impunité reste un obstacle au dépôt des plaintes : assassinats de plaignants, « évasions massives » des prisonniers dues à la vétusté des établissements, mises en liberté provisoire (contre caution)...

→ Contacts : denismukwege@hotmail.com

frant de fistule. Le docteur Mukwege s'est en effet formé aux opérations de reconstruction des fistules vésico-vaginales et recto-vaginales, à l'université de Bujumbura, au Burundi voisin, à la faculté d'Angers, en France, puis à l'hôpital spécialisé d'Addis-Abeba, en Ethiopie. Et Panzi est l'unique établissement de la région qui offre ce type d'interventions.

> La multiplication des fistules.

Les premiers cas reçus étaient dus aux graves maltraitements accompagnant les viols. Puis « les fistules se sont multipliées avec la destruction du réseau de santé primaire entraînée par la guerre », explique Salomé Ntububa, numéro 2 de l'ONG CRN (Christian Relief Network) au Congo. Celle-ci, avec le soutien financier du DFID (Département britannique pour le développement international) construit actuellement une clinique tout près de l'hôpital pour une prise en charge coordonnée de ces patientes. « Les conditions

d'hygiène seront adaptées aux particularités de cette pathologie, comme l'odeur qu'elle occasionne », explique Salomé Ntububa. D'une capacité prévue de 100 lits, la clinique pourrait ouvrir ses portes dès la fin 2006. CRN a également déjà financé la formation de quatre médecins de l'hôpital, sur place et à Addis-Abeba, et entend poursuivre cette action.

A Panzi, le nombre d'opérations est ainsi passé de 102 en 2003 à 357 en 2004, 456 l'an dernier et 223 pour le premier semestre 2006. Au total, les fistules représentent près de 30 % des opérations chirurgicales de l'hôpital, pour un taux de réussite, en 2005, de 83,72 %. Mais les traumatismes sexuels ne constituent que 5,5 % des opérations de reconstruction, loin derrière les accouchements dystociques (70 %) et par césarienne (21 %).

L'histoire de Feza Masumbuko, âgée de 34 ans, est, à cet égard, exemplaire. Mariée à l'âge de 14 ans, elle a donné naissance à un enfant (qui n'a pas survécu) un an plus tard. Souffrant d'une fistule depuis cette date, abandonnée par son mari, elle est retournée dans sa famille, non sans honte : « Je n'étais plus utile, je n'avais plus d'intérêt. » Puis, renseignée par hasard par une ancienne malade, elle a gagné Panzi pour y être opérée. Cela a été fait cette année... après 18 ans de handicap !

Pour le docteur Mukwege, pas question, pourtant, de se satisfaire d'un tel bilan. Car il reste un problème de taille : « Trop peu de structures prennent en charge les femmes abandonnées suite à un viol. » Témoin, cette mère de sept enfants, âgée de 38 ans, Zawadi Nalulonga, venue de l'ouest de la province. Emmenée et « couchée » par un

groupe d'Interahamwe (milice rwandaise hutue extrémiste), elle raconte son retour après deux semaines d'enlèvement : « Tout le quartier criait et chantait de joie, mais mon mari, un enseignant à l'école, a dit qu'il ne pouvait pas vivre avec la femme d'un Interahamwe. Ma famille ne pouvait pas me garder. Je suis restée seule et misérable, avec le dernier de mes petits. » Souffrant de vives douleurs au bas-ventre et de menstruations quasi ininterrompues, Zawadi a été prise en charge à Panzi en juillet dernier.

Deux grandes maisons proches de l'hôpital accueillent une centaine de femmes violentées, en attente de la cicatrisation de leurs plaies avant intervention ou après leur opération. Ces femmes y sont formées à des activités « génératrices de revenus » : couture, broderie, tricotage, savonnerie, vannerie, petit commerce alimentaire. La tâche de réinsertion de ces centaines de femmes est immense. « En France, on peut remplacer Dieu par la banque, l'argent, la facilité, l'Etat providence. Ici, c'est Lui qui m'aide à tenir », avoue le docteur Mukwege.

■ Texte et photos : Barbara Vignaux



actus